

MR et cdH sont tournés vers DéFI, accusé de tenir la Fédération en otage

Les gouvernements bruxellois et de la Fédération Wallonie-Bruxelles fonctionnent toujours avec le PS en leur sein. Jusque quand? DéFI a la clé, disent cdH et MR.

NATHALIE BAMPS

Le gouvernement wallon est en ordre de marche. Mais les autres? À Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), les gouvernements sont toujours en sursis. En place, avec le PS au travail. Mais en sursis, car il est clair dans la tête du cdH de Benoît Lutgen qu'une majorité alternative va devoir (aussi) être trouvée. Dans la tête de son nouveau partenaire libéral aussi d'ailleurs.

Et c'est là que tout se complique... Pour faire clair, sans gouverner avec le PS à Bruxelles, il faut impérativement intégrer un autre parti: DéFI, par exemple. Même chose en Fédération Wallonie-Bruxelles. Envisager un statut quo avec un gouvernement PS-cdH en décalage complet avec le gouvernement wallon est difficilement envisageable. Le nouveau ministre wallon de l'Économie et l'Emploi, le MR Pierre-Yves Jeholet, le confiait encore hier en marge du gouvernement wallon: «Si l'on veut mener une poli-

tique correcte en matière d'emploi et de formation, il va falloir s'articuler avec la politique menée en matière d'enseignement en FWB. C'est essentiel, l'enseignement c'est la base.»

Or, on sait que le MR rêve de pouvoir retoucher le Pacte pour un enseignement d'excellence (et son volet tronc commun) s'il entre dans la majorité communautaire. S'il n'y monte pas, la nouvelle dynamique wallonne risque de se gripper...

Et donc, à nouveau, pour fonctionner d'une manière optimale, le cdH et le MR doivent se trouver un autre partenaire. Et revoilà le nom de DéFI qui pointe son nez... La clé.

Le cdH presse

Hier, le cdH, par la voix de son ministre wallon Carlo Di Antonio, a remis un petit coup de pression sur les épaules d'Olivier Maingain. «Il doit accepter de prendre ses responsabilités», dit-il, s'interrogeant sur le «scotchage» du parti amarante au PS. De quoi titiller le sieur Maingain. Ses collègues du MR lui ont emboîté le pas, Pierre-Yves Jeholet affirmant que ce serait «une faute politique» que de ne pas bouger à Bruxelles et en Fédération.

Mais il en faudra davantage pour faire trembler Maingain. Depuis son lieu de villégiature, le président de

DéFI a réaffirmé ses préalables en matière de gouvernance à toute ouverture de négociations, renvoyant la critique par un lapidaire constat d'un «MR toujours scotché au PS à la Ville de Bruxelles», et appelant à ce que les autres partis se défassent avant tout de leurs «brebis galeuses», entendez les «mandataires inculpés devant des tribunaux, ou qui le seront demain».

«Il y a moyen de trouver des formules pour considérer que l'influence politique de ces personnes ne puisse s'exercer», dit-il, invitant avant tout le MR et le cdH à se rallier à l'accord sur la bonne gouvernance que DéFI a conclu avec Ecolo à Bruxelles. «On verra qui vote pour ou contre. Et on verra qui sont nos partenaires possibles, personne n'est exclu ou privilégié.»

En attendant, il faudra patienter. Au moins jusqu'au 15 ou 20 août. Olivier Maingain le promet. Oui il prendra «ses responsabilités», même s'il rappelle avec insistance que DéFI n'est en rien responsable du chaos actuel, mais bien «un certain président de parti». «Il (comprenez Benoît Lutgen) a mis en difficulté la FWB. Je ferai des propositions pour qu'elle soit gérée au mieux. Mais en posant des demandes fortes et significatives, comme je l'ai fait pour Bruxelles.» Après cela... «Je n'ai pas de baguette magique.»